



HAL
open science

L'entretien collectif comme méthode expérimentale d'objectivation de l'identification nationale

Sophie Duchesne

► **To cite this version:**

Sophie Duchesne. L'entretien collectif comme méthode expérimentale d'objectivation de l'identification nationale. Dervin Fred (dir.). Analyser l'identité. Les apports des focus groups, L'Harmattan, 2015, Logiques sociales, 9782343043838. <halshs-01241917>

HAL Id: halshs-01241917

<https://shs.hal.science/halshs-01241917v1>

Submitted on 11 Dec 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

L'entretien collectif comme méthode expérimentale d'objectivation de l'identification nationale

Sophie Duchesne

Texte paru in *Analyser l'identité ; les apports des focus groups*, Fred Dervin dir, L'Harmattan, Collection : Logiques Sociales, 2015. Version avant travail de l'éditeur.

Dans son acception contemporaine, l'identité constitue un des efforts des sciences sociales pour concilier les dimensions sociale et personnelle, et notamment collective et individuelle, de l'activité humaine. Ce faisant, la notion d'identité recouvre toute une série d'ambivalences. Elle désigne à la fois ce qui persiste et ce qui change, ce qui caractérise un groupe ou une personne dans la durée et ce qui les distingue au cours du temps. Elle évoque tout autant ce qui est unique chez quelqu'un que les traits spécifiques qui font d'elle ou de lui le membre d'un groupe. Elle renvoie à ce qu'il/elle est objectivement et subjectivement, à la façon dont les autres le considèrent, l'identifient, autant qu'à ce qu'il/elle se sent être. C'est une notion employée aussi bien dans une acception essentialiste que constructiviste, et qui a cours tout autant dans le sens commun que sous la plume des scientifiques.

Les usages de l'identité sont donc extrêmement variés. Rogers Brubaker, après les avoir inventoriés, a d'ailleurs suggéré qu'on gagnerait à cesser d'utiliser le mot « identité » pour lui substituer une série de notions plus précises (Brubaker, 2001). Réfléchir à la façon dont les *focus groups* peuvent contribuer à étudier l'identité suppose donc d'explicitier au préalable ce qu'on entend par là. Je préciserai dans les deux premières sections de ce texte comment j'aborde cette notion et la part du travail de construction de l'identité que les entretiens collectifs me semblent permettre d'observer de façon renouvelée. Il s'agira en l'occurrence de l'identification des acteurs individuels en tant que membres des groupes politiques « imaginés » dont la nation constitue l'archétype. Mais pour que les entretiens collectifs constituent une méthode particulièrement appropriée pour travailler sur ces questions, encore faut-il construire le dispositif d'observation, et donc mettre en œuvre les entretiens selon des modalités particulières (section trois). Moyennant quoi je pourrai essayer de montrer ce que des entretiens collectifs organisés pour étudier les réactions à l'égard de l'intégration européenne¹ me semblent permettre de montrer à propos de l'identité nationale (quatrième et cinquième sections).

1. Identification, auto-compréhension, appartenance : l'identité par le bas.

Dans sa réponse à Rogers Brubaker², Charles Tilly défend l'usage de la notion d'identité – que lui, au demeurant, n'utilise qu'au pluriel – en considérant que les

¹ Cet article repose sur la série d'entretiens collectifs réalisés à l'occasion de la recherche collective « *Citizens talking about Europe* » réalisée avec mes collègues Elizabeth Frazer, André-Paul Frogner, Guillaume Garcia, Florence Haegel et Virginie Van Ingelgom (Duchesne et al., 2013) à qui j'exprime ma reconnaissance. Les réflexions que je développe ici prolongent les travaux sur la nature des interactions construites dans des entretiens collectifs que j'ai menés précédemment avec Florence Haegel, à qui elles doivent beaucoup (Duchesne & Haegel, 2004a et b, 2007, 2010). Mais la direction que je prends ici et les analyses que je propose n'engagent que moi.

² Et à Frederick Cooper puisque le texte « Au-delà de l'identité » a d'abord été publié en anglais et cosigné par Brubaker et Cooper (« Beyond 'identity' », *Theory and Society*, 29, 2000, 1-47) avant d'être publié en français sous le nom du seul Rogers Brubaker.

problèmes liés à l'usage de la notion sont très largement le reflet de la complexité des phénomènes qu'elle entend saisir. Il en conclut qu'il faut donc s'attacher à bien construire le concept et non renoncer à saisir ce qu'il entend saisir, à savoir les arrangements sociaux qui structurent la capacité des individus à interagir et s'accorder. Tilly propose de laisser de côté les conceptions que Brubaker qualifie de « molles » et qui font la part trop belle à la quête intérieure de soi, et de définir les identités « *by recognizing that people regularly negotiate and deploy social based answers to the questions 'Who are you?', 'Who are we?' and 'Who are they?'. Those are identity questions. Their answers are identities – always assertions, always contingent, always negociable, but also always consequential. Identities are social arrangements.* » (Tilly, 2003 : 608).

Par-delà le désaccord sur l'intérêt de conserver le mot « identité » dans le vocabulaire des sciences sociales, Brubaker et Tilly partagent deux propositions essentielles sur le sujet. La première, qui est devenue relativement consensuelle aujourd'hui en sciences sociales (par opposition au discours politique de l'identité), est le rejet de toute forme d'essentialisme en la matière : les identités sont des constructions. Le deuxième point d'accord, essentiel lui aussi, est la conviction que la façon dont les acteurs sont définis et/ou se définissent a des conséquences importantes sur leurs façons d'agir et au-delà, sur le fonctionnement du système social et politique. Autrement dit, comprendre comment les acteurs établissent collectivement les « histoires » (*stories* pour Tilly) qui fournissent les réponses aux questions « Qui êtes-vous ? », « Qui sommes-nous ? » et « Qui sont-ils ? » d'une part, mais aussi comment fonctionne le processus d'attribution et/ou d'appropriation de ces histoires aux personnes et aux groupes d'autre part, sont des questions centrales de la sociologie pour Tilly comme pour Brubaker.

Dans la note critique qu'ils ont écrite à propos (notamment) du texte de Brubaker, Martina Avanza et Gilles Laferté reviennent sur les termes qu'il a proposés afin de couvrir les différents types de processus analysés avec la seule notion d'identité. Eux-mêmes suggèrent d'autres termes, qu'ils considèrent comme mieux adaptés aux sciences sociales françaises et qui renvoient à des travaux français, supposément plus identifiables par les chercheurs de ce pays. Sans entrer dans une discussion de la manière de gérer ces décalages entre traditions scientifiques différentes mais dont les interactions sont fortes, on observera que la partition proposée par Avanza et Laferté – « identification », « image sociale » et « appartenance »³ – a l'avantage d'être plus simple que celle de Brubaker mais qu'elle en perd aussi une partie de la substance. C'est le cas en particulier du côté du troisième terme, « l'appartenance », qui comme ils l'expliquent « implique de partir du 'bas', des pratiques des identifiés ou représentés pour comprendre comment ils s'approprient, refusent, acceptent ces identifications et ces images. » (Avanza & Laferté, 2005 : 144). Or l'exemple dont ils traitent est celui de l'appartenance ouvrière et il est clair que ce qui les intéresse, c'est bien l'appartenance aux groupes sociaux environnants, qui renvoient à des systèmes concrets de relations, inscrit dans des rapports de domination, et non les groupes imaginés, politiquement construits.

³ L'identification renvoie au travail de catégorisation et de contrôle des populations par l'État ; l'image sociale désigne le travail de production des symboles figurants les groupes et les territoires ; enfin l'appartenance traite des modes d'insertion, voire de participation des individus, aux groupes sociaux qui l'environnent et relève de la socialisation. Chacune de ces acceptions est illustrée par une œuvre en particulier.

2. S'identifier à une « communauté imaginée »⁴ : une appartenance rarement verbalisée au quotidien.

Brubaker, qui travaille depuis longtemps sur citoyenneté et nationalisme, distingue l'identification au sens d'auto-identification, au sens de vouloir se définir comme membre d'un groupe, de l'autocompréhension (Brubaker, 2001 : 76). Autant les auto-identifications revêtent nécessairement des formes discursives, elles supposent une forme de subjectivité consciente et expressive, autant les autocompréhensions peuvent-elles être tacites, et fonctionner pour l'essentiel à l'insu quasiment de ceux qui en sont porteurs. Il s'agit alors de compréhensions acquises, par le double jeu du pouvoir bureaucratique qui catégorise et identifie les gouvernés, mais parfois de façon invisible pour eux, et des conflits politiques qui construisent les images – ou les histoires – transmises par la socialisation, mais sans que l'appropriation ait correspondu à un processus volontaire, ou que le désir d'appartenir ait été oublié, voire occulté, au cours de l'existence de l'acteur.

C'est le cas en particulier pour certaines formes d'appartenance qui renvoient à des groupes abstraits, des groupes « imaginés » qui, sauf circonstances particulières, ne s'incarnent pas dans des réseaux concrets ni dans des relations sociales personnelles spécifiques. La notion de « nationalisme banal » proposée par Michael Billig (Billig, 1995) et largement reprise depuis, notamment à travers l'étude du nationalisme au quotidien⁵, rend justement compte du caractère largement invisible du travail d'identification nationale pour la grande majorité des citoyens⁶ à l'œuvre dans les vieux États-nations. Cette invisibilité n'empêche pas l'appartenance, au contraire ; mais celle-ci peut se traduire par une subjectivité plus ou moins (in)consciente, plus ou moins assumée ou refoulée, et donc par une propension à verbaliser le fait de se sentir appartenir à la nation souvent faiblement investie personnellement. Se sentir appartenir à une nation relève de la socialisation primaire. Son apprentissage commence au berceau, et l'appropriation, quand elle a lieu, se fait dans l'enfance (Throssell, 2010), de sorte que les adultes ont eu tout le temps de l'oublier. L'appartenance nationale elle-même devient pour la plupart un phénomène relativement inconscient et marqué par l'indifférence (Fox, 2004 ; Fenton, 2007), sauf quand des circonstances politiques (guerre bien sûr, mais aussi effet des partis nationalistes notamment) ou personnelles (voyages, problèmes relatifs aux papiers d'identité, alliance par exemple) viennent l'activer. Parce que les phénomènes qui construisent et nourrissent l'identification au groupe national sont soit largement oubliés soit relèvent de l'habitude et de l'évidence, l'interrogation directe sur ce sujet produit des discours pauvres ou du moins, qui reflètent assez largement les constructions politiques. Ainsi l'équipe de Ruth Wodak a-t-elle pu observer de façon détaillée, y compris en utilisant des focus groups, comment les contenu semi-publics et privés d'entretiens collectifs et individuels sur le sens conféré à la nation autrichienne montrent des décalages, mais surtout des similitudes avec les discours politiques et médiatiques (Wodak et al., 1999). Ils expriment ensemble un discours sur ce qu'est et doit être la nation, mais qui en dit peu sur l'identification individuelle des interviewés, sur l'appropriation qu'elles et ils font de cette appartenance qui relève, à leurs dires, de l'évidence.

⁴La notion de communauté imaginée est bien entendu empruntée à Benedict Anderson (Anderson, 1996)

⁵Pour une présentation en français de ce courant voir Martigny, 2010.

⁶Bien sûr ce travail est par contre très visible pour ceux qui sont issus de familles migrantes, et ce sur plusieurs générations.

Comme l'expliquent bien Jon Fox et Cynthia Miller-Idriss, interroger directement sur la nation informe peut-être sur les contenus discursifs que des nationaux lui attribuent, mais cela en dit peu sur l'importance qu'ils lui accordent, sur le caractère plus ou moins saillant qu'elle revêt dans leur existence, dans leur vie quotidienne (Fox & Miller-Idriss, 2008 : 555). Autrement dit, cela ne nous aide pas, ou peu, à appréhender l'identification et l'appartenance. Pour ce faire, ils recommandent soit d'utiliser une approche indirecte, soit de recourir à l'approche ethnographique, les deux ayant en commun que le chercheur écoute au lieu de questionner, qu'il accepte en refusant de pré-construire les réponses le risque de ne rien recueillir qui porte directement sur ce qu'il cherche – ce qu'ils désignent par la « *wait-and-listen approach* ». De fait, l'observation ethnographique dans la durée est certainement la méthode la plus respectueuse des émotions et des représentations effectivement attachées à la nation, celle qui évite de susciter, de construire artificiellement, à travers le dispositif d'interrogation, ce qu'on veut recueillir. Mais outre qu'elle est très coûteuse en temps⁷, la méthode ethnographique ne va non plus sans poser problème dans le cas qui nous intéresse puisque, comme on vient de le voir, l'identification au soi-disant « groupe national » est dans la vie quotidienne sinon toujours inconsciente et refoulée, du moins rarement active. Pour qu'elle le soit, il faut soit des événements symboliques comme les fêtes nationales ou les grandes compétitions sportives, soit des interactions verbales suffisamment construites pour que cette « perspective », pour reprendre la terminologie de Katherine Cramer Walsh (Cramer Walsh, 2004), la façon de prendre parti par rapport à une situation en tant que membre du groupe national, puisse être exprimée – et non seulement exprimée mais aussi entendue et enregistrée par le chercheur. C'est ainsi que, malgré les cinq années passées à Cluj, Brubaker, Fox et leurs collègues ont considéré comme nécessaire, afin de pouvoir observer précisément le processus de construction verbale des identifications nationales, d'organiser des focus groups⁸. Mais quels focus groups ?

3. Des focus groups aux entretiens collectifs : du jeu dans la méthode.

Depuis leur réimportation dans les sciences sociales au cours des années 90 (Morgan, 1996), les entretiens collectifs ont parfois pris des allures de méthode expérimentale. Non qu'ils permettent de réaliser des expériences telles qu'on en mène couramment en psychologie (par exemple Van Boeckstaele & Van Boeckstaele, 2002) et en économie : le qualificatif d'expérimental ici renvoie juste au fait que la méthode est trop rarement utilisée pour que se soient développées à son sujet des pratiques validées collectivement et routinisées⁹. Chaque équipe tend donc à inventer ses propres manières de pratiquer l'interview de groupe. Comme Pierre Lefébure, on peut même regretter que la terminologie « focus groups » ait pris le pas sur des appellations plus neutres comme entretien de groupe ou entretien collectif (Lefébure, 2011) : cela tend à homogénéiser de façon fallacieuse une grande diversité de pratiques qui tranchent avec la standardisation que le marketing, elle, a produite quant à la façon

⁷ La belle enquête que R.Brubaker a dirigé sur la ville de Cluj, en Transylvanie, sur laquelle on va revenir car elle utilise aussi des focus groups, a ainsi représenté six ans de terrain – auxquels il faut ajouter cinq années pour parvenir à la parution du livre final...

⁸ Cf. l'annexe « *Interactional emergence of nationalism* » in Brubaker et al. (2005 : 375).

⁹ À noter que cette remarque n'est en rien une prise de position en faveur des méthodes routinisées, bien au contraire...

d'interviewer ensemble un certain nombre de gens¹⁰. Par-delà de rares invariants de la méthode¹¹, la diversification des usages est même ce qui caractérise l'emploi de la méthode en science politique francophone ces dernières années (Garcia & Haegel, 2011). C'est pour cette raison que je préfère moi aussi parler d'« entretiens collectifs » plutôt que de *focus groups* : pour bien marquer qu'utiliser cette méthode pour étudier les formes d'appartenance à des communautés aussi abstraites que le sont les nations requiert une certaine réflexivité quant à sa mise en œuvre. Les focus groups, tels qu'ils sont produits par les instituts qui travaillent notamment pour le marketing, ont de grandes chances d'être à peine plus propices à l'étude de cet objet que les questionnaires de sondage¹².

De fait, choisir d'interviewer ensemble plusieurs personnes plutôt que de les rencontrer chacune en face-à-face peut répondre à des objectifs très différents, voir quasiment antagonistes. Cela peut correspondre à un souci d'économie, à la volonté de collecter en même temps les opinions de plusieurs personnes ; ou cela peut s'inscrire au contraire dans une approche critique de la notion d'opinion, qui suppose d'observer comment elles sont fariquées et notamment, la part qu'y prennent les interactions entre locuteurs. Dans le récit des origines de la méthode des focus groups, c'est bien la quête du plus grand nombre d'opinions qui a poussé Merton à rassembler des interviewés pour réaliser avec elles, ensemble, un entretien ciblé (« *focused interview* »)(Merton, 1987). Et comme le montrent bien les conseils donnés dans le manuel consacré à cette méthode d'entretien, il s'agissait alors pour garantir la validité des données, de limiter les interactions entre interviewés (Merton et al., 1990). Mais l'entretien collectif puise aussi ses racines dans d'autres pratiques scientifiques et notamment dans les travaux portant sur la dynamique de groupe d'une part, et l'anthropologie de l'autre (Duchesne & Haegel, 2004a). Dès lors qu'on s'intéresse à une notion aussi complexe que l'identité, l'efficacité et l'économie peuvent ne pas être particulièrement désirables. À l'inverse, mettre en œuvre un dispositif qui permet de rapporter les propos tenus par les participants à la dynamique de leurs échanges est, comme on va essayer de le montrer ici, particulièrement utile.

Voir comment les gens construisent ensemble des opinions ou élaborent des positions sur un problème politique est un des objectifs qui a contribué à la redécouverte de la méthode de l'entretien collectif. William Gamson en particulier, a ainsi voulu montrer grâce à des focus groups comment les membres des classes populaires, aux États-Unis, sont loin de se contenter de reproduire les messages médiatiques (Gamson, 1992). Le développement de l'analyse critique de discours (Wodak et al., 1999 : 7-10), qui traite le discours comme un système d'action au sens plein du terme, et non comme le véhicule d'opinions qui pré-existeraient à leur expression, et la diffusion de l'interactionnisme, qui fait des interactions la source de la (re)production des normes et des significations, ont eux aussi favorisé l'usage de l'entretien collectif. Dans cette perspective, organiser et enregistrer des discussions vise bien à faire de l'interaction entre les participants l'objet central qui permet de

¹⁰ Comme l'observe P.Lefébure, une différence porte notamment sur le nombre des participants : de l'ordre de la douzaine pour le focus group, rarement plus d'une demi-douzaine dans l'entretien collectif de recherche (Lefébure, 2011 : 404-407).

¹¹ Le plus essentiel étant de garantir un minimum d'homogénéité sociale des participants à la discussion, condition indispensable pour que la communication s'établisse et pour limiter les effets de domination (Duchesne & Haegel, 2004a : 51-52).

¹² Dans l'appendice méthodologique de l'ouvrage cité plus haut, Brubaker et al. prennent eux aussi leur distance avec la terminologie focus groups mais préfèrent, eux, parler de *group discussions* (Brubaker et al., 2005 : 382).

comprendre comment voire pourquoi les individus disent ce qu'ils disent. Un des axes principaux de différenciation dans les façons de pratiquer l'entretien collectif devient alors la nature du groupe rassemblé pour l'occasion, groupe naturel constitué de connaissances ou groupe artificiel, construit pour l'occasion par les chercheurs ; alternative à laquelle on pourra ajouter la distinction entre groupe rencontré sur le terrain – les entretiens collectifs *in situ* que pratique Céline Braconnier (Braconnier, 2012) – ou groupe organisé à l'invitation d'un interviewé ressource ainsi que Gamson ou Billig (Billig, 1992) ont pu le faire¹³.

Si l'objectif est d'étudier, comme le fait Céline Braconnier, les formes d'influence qui s'exercent sur un comportement – en l'occurrence, le choix électoral – on voit bien l'intérêt d'étudier une situation la plus proche possible de ce qui pourrait survenir dans la réalité. Même si cela n'est pas sans poser quelques problèmes, et notamment des problèmes d'éthique et/ou de fiabilité des témoignages recueillis puisque les interviewés peuvent se voir contredits (pour ne pas dire « dénoncés ») par d'autres devant le chercheur (Braconnier, 2012 : 72-78). Quoiqu'il en soit, concernant l'identification à un groupe abstrait comme la nation, certes très présent dans le discours public mais peu incarné, de façon visible, dans les comportements quotidiens¹⁴, et pour lequel l'apprentissage se fait, on l'a vu, au cours de la socialisation primaire, et surtout, à propos duquel les jugements de valeur sont vifs, la confrontation avec des pairs n'est pas nécessairement à rechercher. Au contraire : observer comment un groupe d'inconnus s'efforce de construire, au cours de quelques heures de discussion, un « nous » qui leur est commun est particulièrement propice à l'étude des identifications politiques en général, et de l'appartenance à des communautés « imaginées » en particulier.

4. Dynamique de l'entretien collectif et construction d'un nous entre participants.

En effet, ce qui caractérise la dynamique de discussion dans un entretien collectif consacré à un sujet politique¹⁵ et rassemblant des participants qui ne se connaissent pas, c'est la recherche – pas toujours aboutie, comme on va le voir – d'une capacité à parler ensemble, d'une même voix, qui exprime une (au moins) appartenance commune, vecteur de solidarité, de cohésion du groupe qui se traduit par l'emploi d'un « nous » commun. En ce sens, la dynamique est similaire à celle que K. Cramer Walsh analyse lorsqu'elle observe les discussions d'ordre politique au sein d'un groupe de voisinage : il s'agit bien de définir dans l'interaction qui constitue « un d'entre nous » (Cramer

¹³ Dans ce cas, le chercheur définit l'échantillonnage autour des propriétés d'une série d'interviewés. Chacun.e d'elles ou d'eux se voit confier le recrutement de quelques personnes proches qui acceptent de venir discuter ensemble, le plus souvent au domicile de celle qui les a recrutées. Ici comme dans le cas des entretiens collectifs réalisés *in situ*, l'homogénéité du groupe est garantie par l'endogamie sociale qui caractérise dans la plupart des cas la sociabilité ordinaire. Ce qui facilite grandement les choses car recruter des participants socialement assortis représente une activité lourde dont le résultat n'est pas garanti (Garcia & Van Ingelgom, 2010).

¹⁴ La notion de nationalisme banal proposée par Billig (1996) et celle de nationalité ordinaire ou au quotidien, proposée notamment par Fox et Mille-Idriss (2008), fonctionnent toutes les deux sur l'idée d'appartenance imposée ou vécue de façon invisible.

¹⁵ Ici politique est entendu au sens large : cela ne renvoie pas seulement au jeu des partis et des institutions politiques mais à toutes les questions, les problèmes pour lesquelles des citoyens peuvent désirer un arbitrage de leur gouvernement (Leca, 1973).

Walsh, 2004 : 52)¹⁶. Sauf que le « nous » ne préexiste pas à la discussion. Celle-ci est dès lors pour partie consacrée, par tâtonnement, à le construire. Pour ce faire, les participants vont disposer des informations qu'ils échangent autour du thème qui leur est soumis. Ils vont chercher à identifier ce qui les rapproche, à trouver les mots qui leur permettent de parler d'une même voix et de réussir ensemble l'épreuve que constitue une discussion publique sur un sujet politique¹⁷.

Ci-dessous, l'extrait d'un entretien collectif illustre la façon dont un embryon de désaccord entre participants est rapidement désamorcé par l'utilisation du « nous ». Il s'agit d'un groupe de jeunes employés belges et l'échange se situe au début de la discussion, peu de temps après que la première consigne (Être Européen qu'est-ce que ça veut dire ?) ait été donnée. Faissal est le seul participant visiblement d'origine non-européenne et il va, du début à la fin de la discussion, faire tout son possible pour se fondre dans le groupe. Il est aidé, mais de façon parfois inconfortable, parce que très allusive et souvent ironique, par Victor, qui exerce une certaine autorité sur le groupe. Dans l'extrait ci-dessous, les deux autres participants, David et Fabien, semblent adopter une position divergente de celle de Faissal qui considère que les Belges aussi auraient du être consultés par référendum sur le Traité constitutionnel européen¹⁸. La discussion est ambiguë – comme le sont le plus souvent les échanges lors d'un entretien collectif – et on sent bien que derrière, c'est aussi la reconnaissance de la légitimité du gouvernement belge, et peut-être avec elle celle du sentiment d'appartenance de Faissal qui sont mises en question. Mais c'est Faissal qui emporte l'échange en passant du « je » - pour 'je voudrais donner mon avis' – au nous – de 'tout ce que nous vivons maintenant c'est pour nos enfants'. Ce « nous » désigne à la fois l'ensemble des participants et leur génération, tous les Belges et potentiellement, les Européens, de sorte que nul ne peut plus, sans un effort particulier, se désolidariser de la position qu'il a adoptée.

David : parce que moi être européen aujourd'hui ça veut pas dire grand chose à part que, ben il y a un gouvernement européen qui font, qui mettent la stabilité de tous les pays pour que bon (hésite) qu'il ait moins de différences sociales. Mais qu'est-ce qu'on voudrait que ça veut dire exactement ben c'est différent.

Faissal (tout de suite) : mais de toute façon on nous a pas donné l'opportunité de... choisir d'être européen ou pas...

Fabien (idem) : si !

David (idem) : ah non nous pas (riant).

Faissal (idem) : voilà. Je veux dire au départ on était pas au même point d'égalité...

¹⁶Dans « *Talking about Politics* », Cramer Walsh a observé des années durant un groupe de personnes habituées à se retrouver dans un café pour discuter, dans l'objectif d'étudier la discussion politique dans un contexte naturel – par opposition au *Talking Politics* de William Gamson (Gamson, 1992). Cramer Walsh montre comment discuter politique revient en fait à construire parmi les interlocuteurs une communauté de vue, en mettant en jeu les expériences et les appartenances sociales de chacun de façon à construire une perspective partagée sur les hommes et les choses.

¹⁷Pour une analyse de la discussion politique dans les entretiens collectifs comme épreuve de politisation cf. Duchesne & Haegel (2010).

¹⁸Le traité établissant une Constitution pour l'Europe a été soumis à référendum pour être ratifié au printemps 2005, en Espagne, au Luxembourg, en France et aux Pays-Bas tandis que les autres membres de l'UE procédaient à une ratification parlementaire. L'échec du référendum dans les deux derniers pays a conduit à l'abandon du traité constitutionnel qui a été remplacé par le Traité de Lisbonne adopté deux ans plus tard.

Fabien (en même que Faissal) : tu votes hein ?
 David (interrompant Fabien) : oui mais enfin...
 Faissal (avec un geste des mains mimant une balance) : par rapport à la France par exemple où ils ont fait un référendum (hésite) On leur a demandé leur avis quoi.
 Fabien (à Faissal) : oui mais c'est ton gouvernement qui a décidé s'il allait...
 David (en même temps que Fabien) : oui voilà.
 Faissal (les interrompant) : oui mais moi j'aurais bien voulu participer et dire voilà, ben oui je... je voudrais bien, enfin je sais pas donner mon avis quoi (hésite),
 Modérateur : ouais
 Faissal (reprend) : même si je suis pas trop politique mais voilà.
 Victor : en fait t'aurais bien aimé exprimer ton sentiment tu te sens (hésite) tu n'es pas contre...
 Faissal (l'interrompant) : oui bien sûr voter
 Victor (poursuit) : le sentiment d'être européen quoi en fait.
 Faissal (poursuit lui aussi, ils parlent en même temps) : non non moi je me sens, je me sens européen mais j'aurais bien voulu donner, exprimer mon avis parce que c'est (hésite) tout ce qu'on vit maintenant c'est pas pour nous c'est, c'est pour les générations futures c'est pour nos enfants.
 David (vivement) : ouais c'est ça c'est vrai que d'un côté on pense pas comme ça mais tout le monde aurait dû donner son avis, (plus fort) tous les Européens quoi, avant de dire je... (il ne finit pas sa phrase).

Cette recherche d'une voix commune, des contours et du contenu du « nous » qui rassemble les participants est souvent acquise par différence avec la modératrice – ici une femme française plus âgée qu'eux, et son équipe. Mais cela ne suffit pas toujours à assurer la cohésion d'un groupe constitué volontairement pour observer le conflit. En effet, les entretiens à partir duquel ce texte a été écrit, ont été organisés pour étudier les réactions des Français, des Belges (francophones) et des Anglais à l'intégration européenne et plus spécifiquement, pour tester l'hypothèse d'une polarisation croissante des opinions à ce sujet (Duchesne et al., 2013). Les participants, de 4 à 8 suivant les cas, ont été choisis après qu'ils aient répondu à une petite annonce puis à un questionnaire, de façon à maximiser l'homogénéité sociale de chaque groupe et son hétérogénéité politique (tant sur le clivage gauche/droite que sur l'évaluation positive ou négative de l'intégration). La participation était rémunérée. La séance durait 3 heures au cours desquelles 5 questions seulement étaient posées¹⁹. L'animation mêlait deux inspirations très différentes : tout d'abord une méthode mise au point par des consultants²⁰ qui consiste notamment à afficher, sur des tableaux de papier auxquels les

¹⁹ Les questions sont les suivantes :

- Être européen, qu'est-ce que ça veut dire ?
- Comment répartir le pouvoir en Europe ? (Nations, élus, experts, marché)

Suivait une pause avec de quoi manger et boire.

- À qui profite l'Europe ? (discussion précédée de réponses élaborées par écrit en groupe de 2 ou 3 participants)
- Pour ou contre l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne ? (discussion précédée d'un vote)
- Parmi les partis politiques suivant, lesquels sont favorables ou défavorables à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ? (suit une liste de partis politiques).

²⁰ La méthode d'origine est développée et transmise par la société Metaplan (<http://www.metaplan.fr/>) mais nous l'avons assez largement détournée puisqu'il s'agit à l'origine d'une méthode destinée à favoriser l'acceptation du changement en milieu

participants font face, au fur et à mesure, les propos qu'ils tiennent de façon à ce qu'ils visualisent la discussion ; l'approche non-directive ensuite, de sorte que l'animatrice ne recentrait jamais la discussion sur le thème européen et au contraire, notait puis affichait tout ce qui était dit. Elle laissait ainsi les participants libres d'orienter la discussion vers ce qui les intéressait le plus, leur revoyant leurs propos comme un miroir (Michelat, 1975). L'analyse combine une approche interprétative centrée notamment sur l'évolution des alliances entre participants au cours de la discussion, leurs accords et leurs oppositions, et différentes techniques de traitement des données textuelles²¹.

5. Le nous national comme (plus petit) dénominateur commun

Sur un sujet comme l'Europe, le « nous » qui va donner une voix au groupe sera presque invariablement le nous national (parfois aussi décliné en nous citoyens), et ce à cause du flou qui entoure la question européenne et qui pousse les participants à parler au nom de ce qu'ils croient connaître, leur nation. Analyser en détails ce que contient ce « nous », comment il surgit et ce qui le prévient, permet dès lors d'observer le contenu et les limites de l'identification nationale, par-delà la volonté et la capacité des individus de la revendiquer.

Tableau 1 : répartition des unités de texte codées « Nous »²², « Nous nationaux » et « Nous européens » dans les groupes français et belges (francophones), proportionnellement à la longueur de chaque entretien (en % des mots utilisés)

	Cadres Bruxelles		Cadres Paris		Employés Bruxelles		Employés Paris		Ouvriers Bruxelles		Ouvriers Paris	
	Nombre de mots codés	%	Nombre de mots codés	%	Nombre de mots codés	%	Nombre de mots codés	%	Nombre de mots codés	%	Nombre de mots codés	%
Nous Européens	1209	3,5	524	1,3	1487	4,1	270	0,6	913	3,0	134	0,2
Nous nationaux	1375	4	806	2,0	1730	4,8	1607	3,8	866	2,8	427	0,7
NOUS	2878	8,5	2470	6,3	6455	18,1	5359	12,8	7695	25,3	2756	4,8
Mots/entretien	34441		39196		35622		41757		30313		57338	

professionnel et que nous en avons fait une méthode d'entretien adaptée plus spécifiquement à l'expression du conflit (Duchesne et Haegel, 2004b).

²¹ Et notamment de la codification, à l'aide du logiciel Atlas.ti, et de l'analyse automatique de contenu avec le logiciel Alceste. Tous les détails sur ces entretiens dans Duchesne et al., 2013 : ch. 6. A noter que les entretiens eux-même et tous les documents relatifs à la conception et la réalisation de cette enquête sont disponibles, pour les chercheurs qui en font la demande, dans la banque d'enquêtes qualitatives beQuali (www.beQuali.fr).

²² Les résultats du tableau sont obtenus en procédant d'abord à un codage automatique des tours de parole dans ces discussions en fonction de l'usage des pronoms « nous/nos/notre/nôtre/nôtres ». En français, la question est compliquée par l'usage du pronom « on » qui vaut parfois pour nous, parfois pour il/ils et qui n'a donc pas été pris en compte ici., Après quoi chaque séquence codées « nous » a été recodée à l'aide d'une série de codes portant sur les formes d'appartenance observées dans les discussions dont les codes retenus dans le tableau (Européen et national) mais aussi « nous génération », « nous les petits », « nous anciens colonisateurs », « nous Européens de l'ouest », etc. Les pourcentages correspondent au ratio entre le nombre de mots contenus dans les séquences codées et l'ensemble des mots de chaque entretien.

Ce comptage confirme clairement les résultats obtenus auparavant par l'analyse interprétative. Si on regarde en détail comment chaque groupe recourt au pronom « nous » – et aux pronoms possessifs qui lui sont associés – on observe bien une propension nettement plus importante des Belges (francophones) à s'identifier comme Européens mais qui n'entraîne en rien un déficit d'auto-identification nationale de leur part (Duchesne, 2013) . On voit également d'une part, et sans surprise, que les cadres tendent à l'utiliser moins que les employés et les ouvriers, du fait de l'individualisation différentielle des uns et des autres (Duchesne, 2010) ; et d'autre part, que les Belges (francophones) y recourent nettement plus que les Français, et ce conformément à des formes de politisation de la discussion qui font un usage contrasté de la coopération et de la conflictualisation (Duchesne & Haegel, 2010). Pourtant, un groupe fait exception dans cette double détermination de la construction du « nous » et du « nous » national dans la discussion : le groupe des ouvriers français. Il est très en-deçà de ce qu'on pourrait attendre pour ce qui est en général de l'usage du « nous » et plus spécifiquement de la construction d'un nous national.

De fait, la comparaison entre la dynamique de ce groupe et celle du groupe belge correspondant est particulièrement intéressante. Dans les deux cas, on a à faire à des groupes ethniquement mixtes : chez les Français, trois hommes d'apparence européenne discutent avec trois femmes, l'une Antillaise et les deux autres, de nationalité nord-africaine. Chez les Belges, trois hommes maghrébins discutent avec une jeune femme de type européen, qui glissera dans la conversation qu'elle n'est pas belge d'origine, une femme africaine et un belge de type européen, ces deux derniers s'exprimant parfois de façon confuse. Dans les deux cas, la diversité visible des origines des participants contraste donc avec l'homogénéité sociale que nous avons tenté d'assurer lors du recrutement. Dans les deux cas, tous s'emploient dès le début de la discussion à éviter le dissensus. Le groupe belge trouve rapidement une forme de cohésion en exprimant haut et fort un attachement à la différence nationale par opposition à la fusion dans l'union européenne d'une part, et en ancrant, sous la houlette de Ali, syndicaliste, qui affirme nettement son autorité sur le groupe, cet attachement dans l'État-providence.

L'animatrice est en train de relire ce qui a été dit précédemment :

Animatrice : donc en fait l'argument c'est (hésite) que la diversité restera, chaque pays aura toujours...

Rose (interrompt) : Oui. Et elle doit rester en tout cas pour moi elle doit rester, un Belge doit rester un Belge un Français pareil et Italien pareil et...

Animatrice, continuant à relire : sa culture sa langue, oui il faut que ça reste ou il faut pas que ça reste...

Marco : je pense que par sécurité il y aura toujours un budget national et un budget européen ce sera toujours il y aura toujours par sécurité au cas où il y aurait

Sidi (en même temps) : oui ça reste

Rose (poursuit) : parce que mélanger, c'est pas possible comme tu disais.

Quelques minutes plus tard, Ali précise, avec le soutien de tous :

Ali : oui je disais aussi enfin je voulais revenir à ce que la demoiselle (*montrant Rose*)ici par rapport à son identité c'est hyper important de la garder je veux dire.

Nous ici en Belgique on est, on est relativement heureux de vivre vu le système de sécurité sociale qu'il y a, il faut qu'on le garde et surtout qu'on le défende parce que

...

| Rose (en même temps) : il faut qu'on le garde bien sûr.

Moyennant quoi, ils pourront s'opposer sur d'autres sujets – et notamment sur l'entrée de la Turquie dans l'UE – mais sauront retrouver quand nécessaire cette perspective commune qu'ils ont fondée sur un attachement à l'autonomie de la Belgique, une autonomie qui doit permettre de préserver un mode de vie qui leur est cher et qui est caractérisé notamment par la sécurité sociale.

Les participants au groupe parisien, à l'inverse, échouent très largement à construire un point commun sur les choses. Leur échec résonne de nombreux éclats de rire, qui vont croissant à mesure que les uns et les autres renoncent à parler d'une voix commune. Cet échec s'exprime avec force dans cette description à rebours que Lionel, vers la fin de la discussion, propose des Français. Habiba, qui s'oppose depuis un moment à Yasmina sur la question de la responsabilité des parents d'origine étrangère dans l'éducation de leurs enfants et la place des femmes dans les familles de confession musulmane, vient d'indiquer que si la Turquie entre dans l'UE, l'immigration en France augmentera encore et qu'elle-même partira. Après s'être exclamée que « la France n'est plus la France », Habiba demande ce qu'il est advenu des Français. Yasmina et Albert suggèrent d'abord, en référence à une émission de télévision, qu'ils sont peut-être partis à l'étranger pour gagner plus d'argent. Mais Lionel intervient pour recadrer les choses :

Lionel : dès qu'on va dans les provinces dès qu'on va dans les campagnes...

Yasmina (le coupe) : y'a beaucoup de Français.

Lionel : ben y'a que des Français même (vers Habiba) y'a très très peu d'étrangers.

Yasmina : oui c'est vrai.

Lionel : vous allez en Bretagne qui est une région énorme y'a, le pourcentage d'étrangers va être...

Geoffroy (de biais) : faible.

Lionel : très très faible par rapport à la région parisienne (Habiba approuve) parce que les étrangers ils viennent sur les grandes villes.

Yasmina : dans le centre, exactement

Lionel : Paris Lyon Marseille, là où y'a une chance d'avoir du travail,

Geoffroy (devant lui) : c'est là où y'a du travail,

Yasmina : exactement.

Lionel : en province, l'étranger s'il vient en province il va pas trouver du travail parce que là le Français il fait le ménage, là le Français il va débara (hésite), il est caissier dans les supermarchés, il débarrasse les plateaux à la cafétéria, là c'est les Français ils restent, et ils travaillent à la campagne, dans leur ville...

Albert (devant lui) : oui parce qu'ils ont pas le choix.

Lionel : parce que ils veulent rester ils ont pas envie de monter à Paris etc. Donc...

Albert (en même temps) : oui parce que...

Yasmina (vers Lionel) : dès fois ils ont la belle vie, ils ont leur petit pavillon, un petit jardin ils sont bien (Habiba rit).

Lionel (vers elle, en insistant) : voilà c'est ça, ils ont une belle vie [un peu plus tard, il continue]... en province, même avec un petit salaire, ils y restent parce que...

Yasmina (vers Lionel) : oui.

Habiba (devant elle) : ils sont tranquilles...

Yasmina : oui.

Lionel : ils sont avec leurs parents. Quelle idée d'aller gagner 200 euros net de plus pour...

Albert (vers Lionel) : ça fait pareil que les étrangers qui viennent en France je veux dire, s'ils avaient tout ça forcément...

Geoffroy (de biais) : hum.

Albert : ils viendraient pas en France.

Dans cette longue intervention, Lionel entérine l'échec du groupe à parler d'une seule voix. Il parle du Français comme si ni lui, ni Albert, ni Geoffroy, ni Ghislaine (qui n'intervient pas dans cet extrait) ne pouvaient se prévaloir de cette identification dès lors que Habiba a clairement fait valoir qu'elle s'assumait comme étrangère, capable de repartir si les choses n'évoluent pas comme elle le souhaite. Ce faisant, Lionel remet en cause, avec l'aide d'Albert et de Geoffroy, mine de rien, le compromis auquel le groupe semblait être arrivé et qui leur avait permis de parler à la première personne du pluriel, à savoir que si les étrangers viennent en France, prenant au passage des emplois que les Français (dès lors) n'occupent plus, c'est parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. En révélant qu'elle-même ne manque pas de moyens, qu'elle voyage tous les ans à travers le monde, qu'elle et son mari possèdent un commerce et que sa famille, en Algérie, ne manque pas de ressources, Habiba a mis en cause l'idée que les étrangers qui choisissent l'immigration le font car ils n'ont pas le choix. Yasmina, qui n'hésite pas à animer la discussion, avec un mélange de courage, de conviction et de naïveté, fait l'objet de nombreuses plaisanteries dont certaines frôlent souvent le racisme, tout en restant globalement bienveillantes. Cela ne l'empêche pas de chercher à construire avec les autres une perspective commune en tant que personnes modestes et qui aiment vivre en France. Paradoxalement Habiba, qui semble prendre fait et cause pour une défense de la France aux Français, loin d'entraîner l'adhésion des trois hommes du groupe, déclenche cette longue tirade de Lionel qui, comme en miroir, met nettement en cause ceux qui s'expatrient sans en avoir besoin, ceux qui se résolvent à vivre ailleurs que chez eux alors même qu'ils le pourraient. Pendant longtemps, Lionel s'était pourtant montré le plus modéré, le moins sujet aux dérapages, le plus empathique quant à la douleur que peut représenter l'expatriation. Ici, en négatif, par réaction à la façon dont Habiba assume à la fois sa nationalité étrangère et sa relative supériorité économique, sinon sociale, il exprime en son nom et celui des autres une préférence posée comme évidente pour le sol où on est né et le recouplement implicite entre appartenance sociale et nationale. Cette réaction, nettement plus radicale qu'on pouvait l'attendre, constitue bien une manifestation de la saillance de son identification à la nation.

6. Conclusion : les entretiens collectifs comme approche indirecte de l'identification à une communauté imaginée.

Pour qui s'intéresse à l'« idéologie universelle » que, selon les mots de Michael Billig, constitue le nationalisme, observer l'identification à la nation « par le bas » ne va pas sans difficultés. L'entretien collectif, utilisé comme méthode d'interrogation indirecte, permet d'étudier comment les participants construisent les « nous » qui apparaissent dans leurs conversations et qui donnent du sens aux propos échangés. Lorsque le sujet d'interrogation est suffisamment large et le groupe suffisamment hétérogène au regard du sujet soumis à la discussion, le « nous » qui constitue le plus petit commun dénominateur au groupe peut devenir le nous national. Le travail de construction auquel se livre le groupe pour partager une perspective commune dessine alors les contours des modalités de l'appartenance nationale sans que les participants aient été amenés à se prononcer, explicitement, sur le sujet. Autrement dit, l'intérêt des entretiens collectifs est de pouvoir « révéler » d'une certaine façon, les appartenances subjectives

y compris si elles sont refoulées et/ou inconscientes. En situation de discussion collective, ce que les gens disent permet de rendre visible ce qu'ils pensent qu'ils sont mais aussi ce qu'ils se sentent être sans qu'ils aient besoin pour cela disposer des mots et des idées qui le justifient. Ce qui, dans le cas de l'identification nationale, est un atout essentiel de la méthode.

Bibliographie

- Avanza, M. & Laferté, G. (2005). Dépasser la 'construction des identités' ? Identification, image sociale, appartenance. *Genèses*, n°61, 134-152.
- Anderson, B. (1996 [1983]). *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*. Paris : La Découverte.
- Billig, M. (1992). *Talking of the Royal Family*. London : Routledge.
- Billig, M. (1995). *Banal nationalism*. London : Sage.
- Braconnier, C. (2012). À plusieurs voix. Ce que les entretiens collectifs *in situ* peuvent apporter à la sociologie des votes. *Revue Française de Sociologie*, Vol. 53, n°1, 61-93.
- Brubaker, R. (2001). Au-delà de l'identité. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°139, 66-85.
- Brubaker, R, Feischmidt, M., Fox, J. & Grancea, L. (2006). *Nationalist Politics and Everyday Ethnicity In a Transylvanian Town*. Princeton : Princeton University Press.
- Duchesne, S., Frazer, E., Haegel F. & Van Ingelgom, V. (2013). *Citizens' reactions to European integration: Overlooking Europe*. London : Palgrave MacMillan.
- Duchesne, S. & Haegel, F. (2004a). *L'enquête et ses méthodes : les entretiens collectifs*. Paris : Nathan, collection 128.
- Duchesne, S. & Haegel, F. (2004b). La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation. *Revue Française de Science Politique*, volume 54/6, décembre, 877-909.
- Duchesne, S. & Haegel, F. (2007). Avoiding or Accepting Conflict in Public Talk. *British Journal of Political Science*, vol. 37/1, January, 1-22.
- Duchesne, S. & Haegel, F. (2010). What Political Discussion Means and how the French and the (French Speaking) Belgians Deal with it. In Wolf, M., Morales, L. & Ikeda, K. (éds). *Political Discussion in Modern Democracies. A Comparative Perspective*. London : Routledge/ECPR Studies in European Political Science, 44-61.
- Duchesne, S. (2010). National identification, social belonging and questions on European identity. *European Identity & Culture: Narratives of Transnational Belonging*, R.Friedman and M.Thiel eds. Ashgate. 53-73.
- Duchesne, S. (2013). Social Gap. The Double Meaning of 'Overlooking'. Duchesne et alii, *Citizens' reactions to European integration: Overlooking Europe*. London : Palgrave MacMillan. 65-95.
- Fenton, S. (2007). Indifference towards national identity: what young adults think about being English and British. *Nations and Nationalism*, 13 (2), 321-339.
- Fox, J.E. (2004). Missing the Mark: Nationalist Politics and Student Apathy. *East European Politics and Societies*, 18/3, 363-393.
- Fox, J.E. & Miller-Idriss, C. (2008). Everyday Nationhood. *Ethnicities*, n°8, 536-563.
- Garcia, G. & Van Ingelgom, V. (2010). Étudier les rapports des citoyens à l'Europe à partir d'entretiens collectifs : une illustration des problèmes de la comparaison

- internationale en méthodologie qualitative. *Revue Internationale de Politique Comparée*, 17(1), 131-163.
- Garcia, G. & Haegel, F. (éds.) (2011). Entretiens collectifs : nouveaux usages ? Introduction. *Revue Française de Science politique*, n.°61/3, 391-397.
- Gamson, W. (1992). *Talking Politics*. Cambridge : Cambridge University Press .
- Leca, J. (1973). Le repérage du politique. *Projet*. Vol. 71 n°1. 11-24.
- Lefébure, P. (2011). Les apports des entretiens collectifs aux raisonnements politiques. Composition des groupes et dynamiques discursives. *Revue Française de Science Politique*, 61/3, 399-420.
- Martigny, V. (éd.) (2010). Nationalismes ordinaires. *Raisons politiques*, n° 37/1.
- Merton, R. (1987). The focussed interview and focus groups. Continuities and discontinuities. *Public Opinion Quarterly*, Vol. 51, 550-566.
- Merton, R. avec Fiske, M. et Kendall, P.L. (1990). *The Focused Interview. A Manual of Problems and Procedures*. The Free Press (éd. originale 1956).
- Michelat, G. (1975). Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie. *Revue française de sociologie*, XVI, 229-247.
- Morgan, D.L. (1996). Focus Groups. *Annual Review of Sociology*, Vol. 22, 129-152.
- Throssell, K. (2010). Un berceau bleu, blanc, rouge : le nationalisme ordinaire et l'enfance. *Raisons politiques* n° 37, n° 1. 27-38..
- Tilly, C. (2003). Political Identities in Changing Polities. *Social Research*, vol. 70/2, 605-620.
- Van Boeckstaele, J. & Van Boeckstaele, M. (2002). La patience expérimentale. De l'expérience des « groupes radio » à la socioanalyse. In Donegani, J.M., Duchesne, S. & Haegel, F. (éds.). *Aux frontières des attitudes entre religieux et politique. Hommages offerts à Guy Michelat*. Paris : L'Harmattan, 241-271.
- Wodak, R., de Cillia, R., Reisigl, M. & Liebhart, K. (1999). *The discursive construction of National Identity*. Edinburgh : Edinburgh University Press.